

Pouvoir d'emprunt

M. Huntington: Nous avons besoin de toutes ces personnes rien que pour interpréter la loi de l'impôt sur le revenu.

M. Peterson: Faisons-nous tout notre possible? On bavarde beaucoup de l'autre côté, monsieur le Président. Il est manifeste que les députés d'en face sont conscients du fait qu'ils n'ont peut-être pas proposé la solution concrète qu'ils doivent à leur électeurs.

M. Huntington: C'est vous qui gouvernez.

M. Shields: Débarrassez-vous du Programme énergétique national.

Le président suppléant (M. Corbin): A l'ordre.

M. Peterson: Je voudrais parler du secteur des services et dire comment on peut accroître sa productivité. Je crois que la réputation du Canada dans le secteur des services...

M. Huntington: Est lamentable.

M. Peterson: Le député d'en face dit que notre secteur des services a une réputation lamentable. C'est un affront.

M. Huntington: Les Forces armées sont dans un piètre état.

M. Peterson: C'est un affront à notre secteur des services. Le député n'a pas travaillé dans ce secteur. Ne pourrait-on pas profiter de la réputation du secteur des services pour faire du Canada le siège social des multinationales...

Une voix: Le seul service que vous offrez c'est d'étendre sans cesse la bureaucratie et les pouvoirs du gouvernement.

M. Peterson:... ce qui lui permettrait d'attirer au Canada plus de devises étrangères, de les utiliser ici, d'y ajouter de la valeur et de les canaliser d'ici vers le monde entier. Il faudrait modifier notre régime fiscal. Il faudrait revoir les traités fiscaux et la façon dont il convient d'imposer les revenus étrangers venant au Canada d'où ils seraient canalisés vers l'étranger. C'est une façon d'utiliser encore mieux les aptitudes et les talents des entreprises et des institutions canadiennes.

Cela ne signifie pas qu'il faille faire entièrement confiance à tous ces secteurs pendant la période difficile que nous traversons.

M. Shields: Et le gouvernement?

M. Peterson: Nous avons tous l'obligation de veiller à ce que l'on donne le bénéfice du doute aux Canadiens qui travaillent et s'efforcent de garder leur entreprise, leur exploitation agricole et leur maison durant cette crise pour être capables, après la récession, de répondre aux demandes des technologies nouvelles qui seront nécessaires pour être concurrentiels.

Personne n'aime la période actuelle. Nous n'en sommes pas fiers mais nous luttons pour surmonter nos difficultés. Lorsque nous sortirons de cette mauvaise passe, nous voulons que ces secteurs, les propriétaires de maisons, les hommes d'affaires et les agriculteurs aient gardé leur capital intact pour leur permettre d'exécuter les fonctions qu'ils devront assumer dans le pays. Ce n'est pas contre le pouvoir d'emprunt, mais contre le fait que l'opposition ne propose aucune autre solution concrète, que je m'inscris en faux aujourd'hui.

● (1240)

M. Rod Murphy (Churchill): Monsieur le Président, j'ai écouté le discours du député de Willowdale (M. Peterson). Il a parlé de la nécessité d'intensifier la participation canadienne à l'industrie automobile et de contrôler ou diriger davantage la propriété étrangère. Je me suis demandé en l'écoutant ce qu'il

faisait de l'autre côté de la Chambre. A-t-il oublié que le Canada est dirigé par un gouvernement libéral depuis 20 ans? A-t-il oublié que, pendant la majeure partie des 50 dernières années, c'est le parti libéral qui a administré le pays et qui l'a mené à la ruine? L'automobile, la forêt, le pétrole et le gaz, autant d'industries qui sont anéanties. Elles ont été détruites par un gouvernement libéral qui a laissé l'économie aller à la dérive ou n'a pas su la diriger comme le député libéral lui-même vient de le dire.

M. Shields: Avec l'appui du NPD.

M. Murphy: Je puis dire à mes étranges amis à ma droite que j'ai écouté leur dernier orateur, le député de Calgary-Ouest (M. Hawkes). Comme tant d'autres conservateurs l'ont fait à la Chambre, il s'est lamenté de ce qu'en décembre 1979 les libéraux et les néo-démocrates aient renversé le gouvernement. Le parti du Crédit social, qui était leur allié parlementaire, n'a pas voulu les soutenir. Les conservateurs oublient que deux mois plus tard les Canadiens votaient contre leur gouvernement que dirigeait le premier ministre d'alors. Il est intéressant de noter qu'ils sont en train de limoger le même chef dont nous et les Canadiens nous sommes débarrassés. Qu'ils ne nous blâment pas. Leurs yeux s'ouvrent enfin et ils agissent eux-mêmes comme nous l'avons fait.

Notre parti est en faveur de l'amendement qui limiterait le pouvoir d'emprunt du gouvernement. J'appuie l'amendement pour toutes les raisons qu'a exposées notre critique financier, le député de Kamloops-Shuswap (M. Riis). Ce serait, à mon avis, criminel d'accéder à la demande que fait le gouvernement d'emprunter 14 milliards de plus que les 5 milliards qu'il a déjà dépensés, sans avoir de justification économique ou une idée des fins auxquelles cet argent sera dépensé. Les députés ne doivent pas accorder ces fonds au gouvernement avant de savoir s'ils vont être consacrés aux emplois, aux retraités, à l'expansion de la petite entreprise, servir à d'autres nominations, à des subventions aux amis des libéraux ou à d'autres campagnes publicitaires pour vanter le gouvernement plutôt que ses programmes. Il ne faut pas accorder les 14 milliards sans savoir à quoi ils seront affectés.

Le manque de planification économique du gouvernement est manifeste dans le programme RELAIS. Le gouvernement a annoncé ce programme dans son budget d'octobre dernier. Nous avons entendu un grand nombre de ministériels en faire l'apologie. Mais voyons ce qu'il en est advenu. Dans son budget d'octobre, le gouvernement parlait de créer 50,000 emplois pour les Canadiens. Il a passé quatre mois à annoncer le programme tandis que le ministre de l'Emploi et de l'Immigration parcourait le pays pour s'en glorifier. Il a fallu quatre mois avant que l'information soit communiquée aux groupes qui étaient admis à présenter des demandes. Le gouvernement a pris quatre mois à préparer les brochures qu'il devait envoyer aux groupes visés tels que les collectivités indigènes, les syndicats et les petites entreprises. Le gouvernement a consacré beaucoup de temps à la publicité de ses programmes, mais bien peu à la création concrète d'emplois. Le résultat, six mois presque après le lancement du programme: seulement 4,000 ou 5,000 nouveaux emplois. Les chômeurs ont vécu un hiver épouvantable et le nombre de prestataires qui ont épuisé leurs droits à l'assurance-chômage a atteint jusqu'à 70,000 par mois. Mais